



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

défense

Question au Gouvernement n° 3866

Texte de la question

LUTTE CONTRE L'ISLAMISME EN FRANCE

M. le président. La parole est à M. Jean-Claude Bouchet, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire

M. Jean-Claude Bouchet. Ma question s'adresse à M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

Monsieur le ministre, les Français constatent au quotidien la montée du communautarisme et s'en inquiètent. Les évolutions du monde arabo-musulman renforcent encore leurs craintes. Dans ces conditions, il faut, sans réserve, lutter contre l'islamisme et ses revendications qui nous éloignent de la République et de notre héritage commun.

C'est ce que fait le Gouvernement avec le soutien de cette majorité. C'est notre majorité - et elle seule - qui a mis fin au voile intégral dans la République. Il était intolérable que l'on bafoue des principes fondamentaux de la République comme la laïcité et l'égalité entre les hommes et les femmes.

C'est ce que fait le Gouvernement en engageant une procédure d'expulsion contre un imam qui prône la polygamie, les violences faites aux femmes, l'antisémitisme ou encore la haine de l'Occident.

C'est ce que fait aussi le Gouvernement en engageant la procédure de dissolution du groupe islamiste *Forsane Alizza*, ou " Les cavaliers de la fierté ", qui veut établir rien moins que le califat en France et faire ainsi prévaloir la loi islamique sur les lois de la République.

M. Patrick Lemasle. Quelle est la question ?

M. Jean-Claude Bouchet. Monsieur le ministre, les Français attendent du Gouvernement qu'il protège les valeurs de la République, qu'il défende nos traditions face aux extrémistes, qu'il soit d'une sévérité absolue à l'encontre des communautarismes islamistes.

Monsieur le ministre, pouvez-vous rappeler la position du Gouvernement en la matière ? (*Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration.

M. Claude Guéant, *ministre de l'intérieur, de l'outre-mer, des collectivités territoriales et de l'immigration*. Vous avez raison, monsieur le député, il faut être d'une vigilance de tous les instants à l'égard des communautarismes, car ceux-ci représentent un risque considérable pour notre République et la cohésion de notre société : le risque que des communautés vivent en marge de nos lois, avec leurs règles qui ne sont pas les nôtres.

C'est pourquoi le Gouvernement met en oeuvre une politique d'immigration dont les flux sont régulés...

M. Bruno Le Roux. Quel rapport ?

M. Claude Guéant, *ministre*. ...en fonction de notre capacité à intégrer les nouveaux venus dans notre société.

M. Frédéric Cu villier Quel amalgame !

M. Claude Guéant, *ministre*. Le premier devoir d'un Gouvernement est de faire respecter la Constitution et les lois de la République. Il le doit d'autant plus que, en l'espèce, ce sont une fois de plus nos compatriotes musulmans qui souffrent d'amalgames insupportables.

M. Bruno Le Roux. Quelle indécence !

M. Claude Guéant, *ministre*. Depuis le funeste jour du 11 septembre 2001, 146 mesures d'éloignement d'islamistes ont été prononcées en France, dont 31 concernaient des imams et des prédicateurs.

(Applaudissements sur plusieurs bancs du groupe UMP.)

Quand nous apprenons qu'un imam prône que les femmes adultères doivent être fouettées jusqu'à la mort, nous estimons qu'il n'a pas sa place dans notre société et nous prenons une mesure d'expulsion. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Quand nous apprenons qu'une association de fait veut installer en France la charia et entraîne des groupes de combat, nous estimons que cette association ne doit pas avoir pignon sur rue dans notre société et c'est pour cela que nous entreprenons une procédure de dissolution. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Frédéric Cuvillier. Allez voir Marine !

M. Claude Guéant, *ministre*. Soyez-en sûr, monsieur le député, nous resterons vigilants. Il n'y a place en France ni pour l'islamisme ni pour les communautarismes. *(Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.)*

Données clés

Auteur : [M. Jean-Claude Bouchet](#)

Circonscription : Vaucluse (2^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 3866

Rubrique : Droits de l'homme et libertés publiques

Ministère interrogé : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Ministère attributaire : Intérieur, outre-mer, collectivités territoriales et immigration

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 25 janvier 2012

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 25 janvier 2012